

A CONTRE COURANT

La DIRCOFI Centre Ouest vient de sortir une note sur l'usage des véhicules personnels pour le contrôle complètement hors sol. En plein choc inflationniste du carburant, la Dircofi décide de faire porter la hausse du carburant sur ses agent·e·s ! La direction vient de ressortir la note sur les remboursements de frais de déplacements en insistant bien pour que les vérificateurs utilisent le moins possible leur véhicule personnel « soumis à autorisation préalable du chef de service » qui n'a que ça à faire.

Rappelons au passage que les frais kilométriques à la DGFIP sont inférieurs au barème kilométrique pour les frais réels et sont non revalorisés. Donc, les 4 brigades nantaises doivent se débrouiller au maximum avec les... deux véhicules électriques de service. Comme c'est évidemment impossible, la DIRCOFI veut obliger à prendre les transports en commun pour les interventions sur l'agglomération nantaise. Avec la menace de ne pas accepter les demandes de remboursements... Ces préconisations ne sont ni adaptées à la mission de contrôle, ni à la vraie vie des vérificateurs qui ne passent pas forcément par le bureau avant d'aller en intervention et qui ne logent pas tou.te.s à Nantes !

Résultat, la fronde enfle chez les collègues et si la direction ne veut pas scier la branche sur laquelle elle est assise, elle ferait mieux de mettre cette note au fond d'un tiroir et l'oublier.

COÛT DE POMPE

En réaction à la spirale inflationniste sur le carburant, le ministre de la Fonction publique a sorti [une circulaire le 07 mai 2026](#) bien loin de répondre à l'urgence. Outre que l'exercice des missions de service public de l'État va être réduit de manière inacceptable en limitant les déplacements professionnels, le versement de l'indemnité carburant et les trois jours de télétravail ne sauraient être constitutifs d'un solde de tout compte.

La nouvelle crise inflationniste qui ne fait que commencer impacte lourdement les fonctionnaires dont les rémunérations sont gelées depuis trop longtemps. [L'urgence est de revaloriser le point d'indice, avec son indexation sur l'inflation et revoir les grilles](#), malheureusement obsolètes.

L'urgence est aussi au blocage, au contrôle des prix et à la taxation des profits et du racket énergétiques. Plutôt que d'augmenter sans cesse les crédits alloués aux dépenses militaires, à la militarisation de la société et de l'économie françaises, la CGT Fonction publique réaffirme que de l'argent il y

en a pour financer, entre autres, les traitements, les salaires, les pensions et les retraites. **Elle appelle les agent·e·s public·ques à se mobiliser dans ce sens.**



<https://medias.cgt.fr/fiche-de-paie/droits.html>

PAS DE REPOS LE 15 MAI ?

Par une note du 7 nov 2024, la Directrice générale annonçait : « *mettre un terme, à compter de 2025, à la pratique DGFIP dite des « ponts naturels », et avoir une attention particulière sur la prise de congés durant les périodes de forte activité qui entourent les jours fériés.* » Comme l'année dernière, la CGT raille le discours d'A. Verdier qui justifie la fin des ponts naturels par notre devoir d'assurer la campagne impôt sur le revenu... après avoir méthodiquement détruit notre réseau et nos emplois !

Tous et toutes en grève le 15 mai 2026 !

(un préavis de la CGT Finances Publiques couvre les collègues qui voudraient se mettre en grève)

ÉCUEIL DU PUBLIC

L'accueil du public est une mission essentielle mais de plus en plus conflictuelle. Une étude de Lyon Métropole lève le voile sur des causes structurelles souvent ignorées : dématérialisation à marche forcée, réduction des effectifs, logiques managériales contraignantes. En creux, la mise en cause de la responsabilité de l'institution elle-même. Cette [étude](#) montre aussi de quelle manière les tensions avec les usagers fragilisent les agents publics et leurs conditions de travail. Nous le constatons régulièrement avec l'inflation des Signal Fip à ce sujet ! La dématérialisation a pu donner le sentiment d'une disparition des services publics qui, de fait, sont de moins en moins visibles physiquement. *« Cette distance à l'État est alors source de violences symboliques qui alourdissent les obstacles auxquels les individus se confrontent dans leurs parcours administratifs ».*

Les questions organisationnelles sont importantes : la situation à l'Accueil Jules Verne l'illustre.